

Revenu universel. Utopie au temps d'Uber et des robots ?

Les nouvelles technologies vont, paraît-il, conduire à une hécatombe d'emplois, et l'« invasion » des robots aboutir à une remise en cause du salariat. Les richesses produites pourraient ainsi être distribuées sous forme d'un revenu universel. L'idée séduit aujourd'hui, mais que vaut-elle ?

Comme pour tout théorème, et l'idée d'un revenu universel en est un, il faut examiner ses postulats. Le premier est que l'automatisation va supprimer énormément d'emplois. C'est en grande partie du bluff : en réalité, beaucoup d'économistes s'inquiètent au contraire du ralentissement de la productivité, qu'ils ont du mal à expliquer. Quant aux études sur lesquelles s'appuie ce pronostic, elles sont critiquables, comme vient de le montrer l'OCDE, qui divise par cinq les prévisions les plus catastrophistes. Le second postulat est que les plateformes Internet vont potentiellement réduire l'emploi salarié au profit de travail indépendant « ubérisé ». Là encore, il y a de la gonflette sur l'ampleur du processus.

LA SEULE SOLUTION ?

Mais admettons la réalité de ces évolutions. Il faut une hypothèse supplémentaire, celle qu'il n'y a pas d'autre option que le revenu universel. C'est là que le raisonnement peut être assimilé à un renoncement. Pour que le théorème fonctionne, il faut en effet renoncer à d'autres réponses possibles aux évolutions mises en lumière. La première est la réduction du temps de travail : si effectivement les robots vont remplacer le travail humain, alors la solution rationnelle est que les êtres humains, toutes et tous, travailleront moins. Et si vraiment l'« ubérisation » est appelée à se développer, elle devrait s'accompagner d'une sécurité sociale professionnelle garantissant la continuité du salaire et des droits sociaux. L'évidence du revenu universel est donc discutable mais celui-ci est



BENOIT DECOUT / REA

Si les robots remplacent le travail humain, la solution rationnelle est que l'être humain travaille moins.

pourtant mis en avant aussi bien par des ultralibéraux que par d'autres qui y voient l'élément central d'une profonde transformation sociale. Bien sûr, il y a de nombreuses variantes et il serait malhonnête de faire un amalgame entre ces différents projets. Mais ils ont quand même une chose en commun, à savoir l'idée d'un revenu monétaire : chacun recevrait un chèque. La première question est de savoir

quelle serait sa contrepartie ? Pour les libéraux, ce serait la suppression d'une partie plus ou moins importante de la protection sociale : minima sociaux, allocations familiales, indemnités de chômage, santé publique, retraites... Le périmètre peut varier, mais il y a bien remplacement d'une partie de la Sécurité sociale, définie au sens large, par le versement d'un revenu. Il s'agit donc de projets réactionnaires.

UN CHÈQUE POUR SOLDE DE TOUT COMPTE ?

Les projets progressistes envisagent quant à eux un revenu d'existence inconditionnel tel que tout individu serait protégé des aléas de la vie, même s'il n'a pas d'emploi. Là encore se pose la question du financement : si je tombe gravement malade, est-ce que je dois me débrouiller avec mon revenu universel ou puis-je encore compter sur la santé publique ? Le « coût » de la mesure n'est pas le même et il devient énorme si la Sécurité sociale est maintenue, ce qui exige un changement très profond de la répartition des revenus. Mais pourquoi serait-il plus facile à imposer qu'une réduction du

temps de travail? La réponse est souvent qu'on ferait cela progressivement, mais alors la frontière avec les projets libéraux s'estompe, parce que le revenu garanti ne serait plus véritablement un revenu d'existence.

C'est un chèque, et c'est sans doute le point de clivage essentiel : tout le progrès social s'est développé par la remise en cause de la logique capitaliste faisant de la force de travail une marchandise comme les autres. Ce processus de « démarchandisation » conduit à une satisfaction gratuite ou quasi gratuite des droits sociaux : droit à l'éducation, à la santé, à la retraite, etc. Les projets de revenu universel tournent le dos à ce mouvement en favorisant une « remarchandisation ». L'horizon de la transformation sociale devrait au contraire être une société du temps libre étendant le champ de la gratuité, des services publics. Les étapes intermédiaires étant la lutte pour les 32 heures, la défense des services publics, ainsi que la revalorisation et l'extension des revenus sociaux. ★

MICHEL HUSSON, ÉCONOMISTE

Voir le site de Michel Husson : husonet.free.fr



JOHN MACDOUGALL / AFP

Avec un taux nul, Merkel pourrait relancer les investissements publics!

Crédit. Pourquoi l'État allemand emprunte à 0 %

Le 14 juin, le rendement du « Bund » à 10 ans est tombé à zéro pour la première fois de son histoire. En clair, il y a eu tellement d'acheteurs que le prix du titre a grimpé sur le marché secondaire. Résultat à l'échéance, intérêts compris, ces acheteurs ne récupéreront même pas leur mise. Les politiques « accommodantes » des banques centrales — la planche à billets version moderne — ont inondé les marchés de liquidités. L'objectif affiché est de faire baisser le coût du crédit pour favoriser les investissements et la reprise économique. Mais les investisseurs n'ont, paraît-il, pas confiance

en l'avenir. Ils se ruent vers ce qui leur paraît sûr. La dette publique allemande en fait partie (les titres à 2 ans et 5 ans avaient déjà des rendements négatifs). Avec ça, faute de gagner beaucoup, on perd le moins possible! Les résultats incertains du référendum britannique à propos de l'appartenance à l'Union européenne ont accentué la panique. Alors qu'il peut emprunter pour rien, l'État fédéral allemand aurait donc toute latitude pour investir dans des infrastructures publiques complètement délabrées et relancer ainsi l'économie européenne. Mais il faudrait renoncer à son choix politique : l'austérité.

INDICATEURS

LE SMIC HORAIRE

9,67 euros brut
6,41 euros en 2000
1 466,62 euros SMIC mensuel brut (35 heures)

LA HAUSSE DES PRIX

+ 0,4% pour un mois
+ 0% pour 12 mois

Indice INSEE
 Base 100 en 2015
 Mai 2016: 100,50

DEMANDEURS D'EMPLOI

- 1%
5 397 000 au total
2 715 300 femmes
760 900 — de 25 ans

Demandeurs d'emploi de catégories A, B et C (sans emploi du tout ou avec une activité réduite) en métropole

21,224 millions de chômeurs dans l'Union européenne (28 pays)

LE CHIFFRE

4,9 milliards d'euros

C'est le coût du nouveau parc Disney qui vient d'ouvrir à Shanghai, en Chine. C'est le sixième du genre, et le quatrième hors des États-Unis, après Tokyo, Paris et Hong Kong. Disney considère que 330 millions de personnes vivant à 3 heures de voyage de Shanghai sont des visiteurs potentiels et prévoit des profits d'ici 10 ans. Prix de l'entrée : 50 euros en période basse, 67 en période haute, soit près d'un quart du salaire mensuel moyen (250 euros).



JOHANNES EISELE / AFP